
Les historiens algériens issus du Mouvement national

Hassan REMAOUN*

Le colloque sur « Élités et société dans le monde arabe », organisé par nos collègues du CREAD (Alger) et de l'ARCAASD (Le Caire)** , constitue une excellente occasion pour nous d'aborder le cas des historiens issus du mouvement national. Nous traiterons la question sous un large spectre, puisque nous abordons dans cette intervention différentes générations d'historiens professionnels (au sens académique), ou non, ayant milité au sein des organisations du mouvement national entre les années 1920 et la proclamation de l'indépendance du pays en 1962.

Nous nous excuserons d'avance de ne pas être exhaustif, ce travail ne constituant qu'une contribution à des travaux qui, de manières diverses, ont eu à traiter de l'historiographie nationale¹. Par ailleurs, la rareté des mémoires écrits par les concernés et des biographies documentaires ne

* Faculté des sciences sociales de l'Université d'Oran et Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC).

** Ce texte reprend, en effet, les termes d'une communication faite à ce colloque, organisé à Timimoun du 23 au 25 mars 2002.

¹ Les travaux (pas seulement algériens) portant en particulier sur l'historiographie du mouvement national et de la guerre de libération nationale sont de loin les plus nombreux : Gilles Manceron et Hassan Remaoun, *D'une rive à l'autre. La guerre de la mémoire à l'histoire* (ed. Syros, Paris 1993) ; Benjamin Stora, *Le Dictionnaire des livres de la guerre d'Algérie, 1955-1995*, L'Harmattan, Paris 1996. Une chronique consacrée à la question a par ailleurs durant longtemps été publiée dans l'*Annuaire de l'Afrique du Nord*, édité par le CNRS français (notamment sous la plume de Guy Perville). C'est cependant à Gilbert Meynier que nous devons la contribution la plus récente (cf. son article « Bibliographie synthétique de la guerre d'Algérie annotée et commentée », in *Naqd* n° 14/15 (automne-hiver 2001) et dont une première version avait été publiée en annexe à la préface faite par l'auteur de l'édition française de l'ouvrage de Hartmut Elsenhans, *la Guerre d'Algérie 1954-1962. La transition d'une France à une autre. Le passage de la IV^e à la V^e République*, Publisud, Paris, 2000.

rend pas toujours le travail aisé en direction d'une catégorie d'acteurs dont les survivants ont généralement passé l'âge de la retraite, et qui peut donc être considérée en voie d'extinction², même si beaucoup d'anciens militants se découvrent une vocation historique à un âge plutôt tardif. La nécessité pour eux de fixer un passé qui s'échappe dans le temps, et l'ouverture démocratique opérée depuis octobre 1988, y sont sans doute pour beaucoup. De nouvelles générations d'historiens postérieures à la période du mouvement national sont en train de s'affirmer et de prendre la relève, ce qui ne manque déjà pas d'introduire des changements dans le rapport du chercheur à son objet d'étude et contribuera certainement à provoquer l'émergence d'un nouveau type d'élite.

Revenons cependant au sujet proposé pour aujourd'hui. Nous le traiterons selon le plan suivant : l'historien et la problématique des élites ; les spécificités algériennes ; les premières générations d'historiens militants ; l'ère de la professionnalisation : tendances et contre-tendances ; historiographie et politique avant et après 1988 ; l'historien, les élites et les nouvelles demandes sociales.

L'historien et la problématique des élites

Est-il possible, de façon générale, d'intégrer les historiens dans la catégorie des élites ? S'ils ne peuvent être toujours rattachés à la catégorie qui détiendrait le pouvoir (au nom de la classe dirigeante), lequel, selon Wright Mills, comprendrait l'élite politique, l'élite économique et l'élite militaire, comme producteurs d'idées et de savoir, ils n'en participent pas moins, avec d'autres groupes sociaux, au fonctionnement général de la société, et ils peuvent d'ailleurs aussi bien agir dans une perspective fonctionnaliste pour le maintien du système (dont ils seraient des « intellectuels organiques » – pour utiliser ce fameux concept emprunté à Gramsci) qu'occuper une fonction de contestation en se déployant à partir de positions critiques (y compris à travers l'approche marxiste de l'« intellectuel révolutionnaire »).

En tout état de cause, il est possible, au moins à travers leurs activités de recherche de publication et d'enseignement, de leur accorder, avec Mannheim, au moins un statut d'« élites diffuses agissant sur la sphère de

² Les rares dictionnaires biographiques existant constitueront, dans un tel contexte, un outil particulièrement utile. On signalera ici : un classique de Benjamin Stora, *Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens* (L'Harmattan, Paris 1985) ; des travaux plus récents et particulièrement utiles (Achour Cheurfi, *Mémoire algérienne*, Édition Dahlab, Alger, 1999 ; et *la Classe politique algérienne de 1900 à nos jours. Dictionnaire biographique*, Casbah, Alger, 2001).

la culture »³. En réalité, l'historien est aussi bien sollicité par l'État, par les différentes institutions et, plus globalement, par la société, pour ses capacités à produire du savoir que pour l'usage de légitimation qui peut être insufflé à travers sa production. Ici peut s'insérer un vieux débat : celui qui met en confrontation la fonction historique comme activité s'appuyant sur une méthodologie critique et « laïcisante » visant un savoir constitué, et les demandes de mémoire venant d'horizons divers et à propension exclusiviste et « sacralisante »⁴.

Ce n'est pas un hasard si l'histoire est, en même temps, la première des disciplines sociales à asseoir son autonomie vis-à-vis de la mythologie (dès l'Antiquité classique et sur la lancée de la réflexion philosophique) et la sœur jumelle d'une autre « invention », qu'on devrait aussi aux Athéniens, la politique et son corollaire la démocratie⁵. On comprend ainsi mieux pourquoi la prétention à la fonction historique peut particulièrement s'accompagner de la difficulté à assumer pleinement la dichotomie weberienne du savant et du politique et combien elle est exposée au phénomène de la « trahison des clercs ».

Un pareil tableau d'ensemble nécessite d'être précisé dans le cadre du monde islamique, au sein duquel interfèrent deux traditions historiographiques, chacune tiraillée à sa manière par la contradiction que nous venons de cibler (pratique historique/activité de mémoire, ou encore laïcisation/sacralisation) : la tradition historiographique héritée de l'islam médiéval et celle issue de l'acculturation due à la colonisation occidentale.

Toutes deux contiennent en effet, même si c'est dans des proportions diverses selon le temps et l'espace, des tendances critiques et méthodologiques et des tendances renvoyant à l'apologétique et à la légitimation (islamo-centrisme et occidental-centrisme).

Les spécificités algériennes

Le cas algérien a, bien entendu, ses spécificités : à la lisière des XIX^e et XX^e siècles, le rapport des forces entre ces deux traditions historiographiques joue en faveur de la seconde. La société algérienne traditionnelle est complètement déstructurée par la domination française, caractérisée ici plus que partout ailleurs dans le monde arabo-islamique par une colonisation de peuplement qui va finir de marginaliser à

³ On peut consulter à ce propos la synthèse consacrée aux élites dans R. Boudon et F. Bourricaud, *Dictionnaire critique de la sociologie*, PUF, Paris, 1982.

⁴ Cf. Pierre Nora, *Les Lieux de la mémoire/La République*, Gallimard, Paris, 1984.

⁵ On pourra se référer à ce propos à : Moses Finley, *Mythe, mémoire, histoire*, Flammarion, Paris, 1981 ; Hannah Arendt, *la Crise de la culture*, Gallimard, Paris, 1972.

l'extrême un système culturel pré-colonial marqué, déjà bien avant 1830, du sceau de déclin et du conservatisme idéologique. C'est dire qu'il y restait peu de souvenirs des éléments d'humanisme et de rationalisme qui avaient, dans une large mesure, caractérisé l'activité intellectuelle de l'islam classique et, notamment, de la pratique des historiographes et chroniqueurs qui avaient jadis essaimé au Maghreb.

Les zaouïas, qui menaient encore une activité éducative – dominée, il est vrai, par les stigmates de la phase de repli culturel –, battaient de l'aile face au déploiement en cours de l'école française, que les Algériens commencent timidement à fréquenter, avant de la solliciter plus massivement à partir de l'entre-deux-guerres. L'enseignement français provoquait, cependant, chez les Algériens un double sentiment : attraction pour son aspect humaniste et sa pédagogie novatrice, son ouverture sur la rationalité et l'insertion dans le monde moderne ; mais aussi répulsion pour la dévalorisation qu'il opérait de tout ce qui relevait du passé arabo-musulman et qui servait de référent identitaire aux Algériens⁶.

Le cours d'histoire, dispensé dès l'école primaire, constituait sans doute le lieu privilégié de ce déchirement, d'où son impact sur nombre de vocations à la jonction du nationalisme et de l'histoire. Mohammed Harbi (né en 1933) raconte ainsi l'influence décisive qu'ont eue sur son devenir les cours d'histoire et de géographie sur l'Algérie et le monde musulman qu'il suivait, jeune adolescent, dans une *medersa* (école arabe) comme en avaient ouvert les oulémas ou plus tard le PPA-MTLD : « Cet enseignement, alimenté par les relations chaleureuses que je connus dans le scoutisme, sera décisif dans mes choix ultérieurs. J'étais arabe et musulman : je devenais aussi algérien. Désormais, les leçons d'histoire de l'Algérie dispensées à l'école française devaient glisser sur moi comme l'eau glisse sur un cygne. »⁷

Abou-Kassam Saadallah (né en 1930), qui a étudié dans le circuit traditionnel des zaouïas, reconnaît lui-même face à des amis étrangers : « La connaissance que j'avais du passé de mon pays, et c'était le cas de la majorité des Algériens, était aussi vague que celle que pouvait en avoir l'Américain ou le Chinois moyen. Et je leur expliquais que les Algériens francophones ne connaissaient pas non plus l'histoire de l'Algérie, car les

⁶ On pourra se référer à ce propos à différents travaux. On signalera ici les livres suivants : Yvonne Turin, *Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale*, Maspero, Paris, 1971 ; Fanny Colonna, *Instituteurs algériennes (1883-1939)*, PFNSP, Paris, 1975, et OPU, Alger ; Antoine Léon, *Colonisation, enseignement et éducation*, L'Harmattan, Paris, 1991.

⁷ M. Harbi, *Une vie debout*, Casbah, Alger, 2001, pp. 26-27.

manuels scolaires comportaient toujours la phrase : “Nos ancêtres les Gaulois...”⁸

L’historiographie coloniale de l’époque était d’ailleurs truffée de perles décrivant l’Algérien en particulier, et le Maghrébin en général, comme un « traînard resté loin en arrière » parmi les « races blanches méditerranéennes » (E.-F. Gautier) et qui faisait partie des « races condamnées à s’éteindre » (Gustave Mercier), les colons ayant pour leur part reçu de l’histoire les « devoirs inébranlables d’être les maîtres partout » (Stéphane Gsell). C’est justement dans ce combat contre « l’accaparement aussi exclusif qu’orienté de notre histoire nationale par les maîtres compilateurs de l’ancienne “école d’Alger” et de leurs émules... » conspués par Mostefa Lacheraf⁹ que va se déployer une historiographie liée au mouvement national.

Au tout début du XX^e siècle, certains lettrés avaient bien essayé en langues arabe et française de cultiver ce qui restait de la mémoire historique dans le pays. Mohammed Hafnaoui (1852-1941), qui fut un élève des zaouïas¹⁰, avait publié, en 1906, un dictionnaire biographique traitant des personnalités marquantes du Maghreb central et de l’Algérie entre le X^e et le XIX^e siècle, et Amar Boulifa (1865-1931), ancien normalien puis enseignant à la Faculté des lettres, s’était déjà intéressé, avant les années 1920, aux études berbères et à la résistance du Djurdjura face aux Ottomans¹¹. Mais on ne pourra véritablement parler d’histoire nationale qu’à partir de la fin des années 1920, lorsque des lettrés d’abord arabisants et nourris à la culture de l’*islah* commenceront à combattre l’idéologie coloniale en produisant, selon Mustapha Haddab, « une contre-idéologie dont la composante historique ne pouvait être efficace que si elle épousait la forme moderne de l’histoire »¹².

De jeunes intellectuels écrivant en français et ayant rejoint le PPA-MTLN, avant de militer au FLN, poursuivront cette œuvre à partir des années 1940 et 1950. Les élites issues de l’école française et ayant transitées par l’enseignement secondaire et supérieur allaient aussi renforcer le combat idéologique mené contre le fait colonial.

⁸ A. Saadallah, *la Montée du nationalisme algérien*, ENAL, 1983, p. 53).

⁹ M. Lacheraf, *l’Algérie nation et société*, Maspero, Paris, 1975 ; SNED, Alger, 1978, p. 8.

¹⁰ Mohammed Hafnaoui, *Tarif al-khalaf bi ridjal as-salaf* (1905-1907).

¹¹ Amar Boulifa, *le Djurdjura à travers l’histoire*.

¹² M. Haddab, « Histoire et modernité chez les réformistes algériens », in *Connaissance du Maghreb* (CNRS, Paris 1984).

Les premières générations d'historiens militants

L'histoire nationale va donc se constituer en réaction à l'historiographie coloniale, en s'appuyant sur les productions de l'adversaire pour élaborer un véritable contre-discours pouvant servir de support au combat national. Face aux détracteurs issus de l'école d'Alger, le cheikh Moubarek el-Mili (1897-1945), un élève d'Ibn Badis, arabisant et monolingue, qui se faisait traduire leurs œuvres par des interprètes, notamment Amar Dhina (auteur de nombreux ouvrages traitant de la civilisation musulmane), va proposer aux Algériens une histoire « qui est la preuve de l'existence des peuples, le livre où s'inscrit leur puissance, le lieu de résurrection de leur conscience, la voie de leur union, le tremplin de leur progrès... »¹³. Son ouvrage, dont le premier volume est publié en 1928, présente une histoire nationale qui va de l'antiquité à l'époque moderne¹⁴. Remontant aussi loin, Ahmed Tewfik el-Madani (1899-1983), bilingue et ayant d'abord vécu et milité en Tunisie, dresse une histoire de Carthage (1927) et rédige le *Livre de l'Algérie* (1932)¹⁵. Abderrahmane el-Djilali (né en 1908 à Alger) publiera, à partir de 1952, une histoire générale de l'Algérie, en quatre volumes¹⁶. Tous les trois ont par ailleurs eu à transiter par la Zitouna de Tunis, qui était un passage obligé pour les lettrés arabisants de l'époque.

Une historiographie nationaliste de langue française verra le jour, avec notamment Mohammed Chérif Sahli (1906-1989) et Mostefa Lacheraf (né en 1917), qui enseigneront la philosophie et les lettres arabes dans des lycées parisiens. Sahli a milité à l'ENA, puis au PPA-MTL, enfin au FLN, et a notamment publié *le Message de Youghourtha* (1947) et *Abdelkader, chevalier de la foi* (1953)¹⁷. Lacheraf est connu pour ses articles parus dans les années 1950 et 1960 et dont certains furent regroupés dans *l'Algérie nation et société* (Maspero, 1965), qui fut un véritable best-seller, avant de poursuivre avec d'autres publications¹⁸.

D'autres historiens de langue française font partie de cette génération, même s'ils ont surtout publié après l'indépendance. Citons dont Mouloud

¹³ Cité par Saadeddine Bencheneb, « Quelques historiens arabes modernes de l'Algérie », in *la Revue africaine*, 1956 (numéro spécial publié à l'occasion du centenaire de la Société historique algérienne).

¹⁴ Moubarek el-Mili, *El djazair fi l-qadim wa-l-hadith* (2 volumes : 1928 et 1932).

¹⁵ Tewfik el Madani, *Chamal ifriqiya ibra arbaa qurûn* (1927) et *Kitâb al Djazair* (1932).

¹⁶ Abderrahmane el Djilali, *Tarikh el Djazair el-âm* (4 volumes, 1952-1982).

¹⁷ M.C. Sahli a publié aussi après l'indépendance *Décoloniser l'histoire*, Maspero, Paris, 1965.

¹⁸ Dernier ouvrage paru de M. Lacheraf à caractère autobiographique : *Des noms et des lieux. Mémoires d'une Algérie oubliée*, Casbah, Alger, 1998).

Gaïd (né en 1916), qui a écrit plusieurs ouvrages brassant de vastes périodes¹⁹, et Mahfoud Kaddache (passé par le scoutisme), qui s'est intéressé aussi bien à l'antiquité, au Moyen-Âge qu'aux temps modernes, mais qui est surtout un spécialiste de l'histoire du mouvement national²⁰ – le seul du groupe à avoir embrassé une carrière de professeur d'histoire à l'Université d'Alger (il fut inspecteur d'histoire dans le secondaire, membre du comité de rédaction de nombreux périodiques d'histoire). Ces historiens ont, contrairement à leurs prédécesseurs arabisants, ont des vis-à-vis du côté français, spécialistes universitaires de l'Algérie et du Maghreb, plus libéraux et affichant même des positions anticolonialistes. Ils ont, en général, ouvert de nombreux horizons à l'historiographie nationale en introduisant de nouvelles interrogations et en intégrant des approches méthodologiques novatrices. Ils demeurent cependant, pour l'essentiel, des historiens militants marqués par leur long passage au sein du mouvement national.

L'avocat Mahieddine Djender, qui peut être assimilé à leur courant et s'est intéressé aussi à l'histoire nationale, résume ainsi leur préoccupation essentielle : « Aux heures des grandes refontes, il faut de toute urgence élaborer une histoire de ce peuple qui permette de restituer à tous les éléments sociaux en présence leur véritable signification historique afin de pouvoir ainsi distinguer ce qui est à conserver et ce qu'il faut rejeter comme ayant vieilli. »²¹

L'ère de la professionnalisation : tendances et contre-tendances

La pratique historique au sein de l'Université (à Alger, notamment) a certes été inaugurée par l'œuvre de Mahfoud Kaddache, mais aussi par celles de personnalités de sa génération – ou plus jeunes, pour l'essentiel, et moins marquée par l'activisme politique. C'est le cas notamment de médiévistes tels Rachid Bourouiba²² et Abdelhamid Hadjiat²³, ou de l'ottomaniste Moulay Belhamissi²⁴. S'ils ont pu avoir aussi des activités

¹⁹ Mouloud Gaïd, *Histoire illustrée de l'Algérie* (1965) ; *Aguellids et romains en Berbérie* (1972) ; *l'Algérie sous les Turcs* (1975) ; *les Berbères dans l'histoire* (3 volumes, 1990).

²⁰ Mahfoud Kaddache, qui fut longtemps dirigeant des Scouts musulmans algériens (SMA), a notamment publié : *la Vie politique à Alger de 1919 à 1939* (SNED, Alger, 1970) et *Histoire du nationalisme algérien* (SNED, Alger, 1980, 2 vol.).

²¹ Mahieddine Djender, *Introduction à l'histoire de l'Algérie*, SNED, Alger, 1968, p. 5.

²² R. Bourouiba a notamment publié *l'Art musulman en Algérie* (SNED, Alger, 1973) et deux livres sur Abdelmoumen et Ibn Toumert (SNED, Alger, 1974).

²³ A. Hadjiat a notamment écrit un livre en arabe sur le sultan zianide (Tlemcen) Abou Hamou Moussa.

²⁴ En plus d'ouvrages sur l'histoire de villes comme Mostaganem, Mezouna et Alger, M. Belhamissi a écrit *Al-Djazair min Khilal rahalât al-maghariba fil 'ahd al-othmani*

militantes et subir l'impact du mouvement national, cela – contrairement à d'autres – ne transparait pas directement dans leurs préoccupations de recherche, et ils se sont d'ailleurs très peu frotté depuis 1962 à l'activité politique (ce qui n'empêche pas, bien entendu, de situer leur œuvre dans la perspective de l'histoire nationale).

Durant la guerre de libération et dans les premières années de l'indépendance, une nouvelle génération de militants déclarés, nés entre la fin des années 1920 et le début des années 1940, puis ayant suivi la grève des études organisées en 1956 par l'UGEMA, et activé au sein du FLN-ALN, parfois même déjà au sein du MTLD et des oulémas, vont pouvoir reprendre leurs études à l'étranger ou en Algérie. Un certain nombre d'entre eux se formeront en histoire pour entamer ensuite une carrière universitaire dans la discipline.

En fait, il faudra distinguer entre ceux qui ont acquis une formation en langue arabe, en transitant souvent par Tunis, Le Caire ou d'autres capitales du Moyen-Orient, et ceux qui ont fait des études à Alger en les poursuivant souvent en France (notamment pour ce qui est de l'inscription en thèse). Parmi les premiers, on pourra citer quelques-uns nés autour de 1930 :

- Yahia Bouaziz et Sam Ménouar, qui ont enseigné à l'Université d'Oran, le premier s'étant intéressé aux insurrections du XIX^e siècle et aux courants idéologiques du mouvement national²⁵, le second à l'émir Abdelkader. De même, Brahim Fekhar, qui a aussi enseigné à Oran (et à Constantine), est un médiéviste qui, bien qu'arabisant, a soutenu une thèse en France (il est actuellement sénateur).

- Mohammed Larbi Zoubeiri, Abou Qacim Saadallah et Djamel Guenane, qui ont enseigné à l'Université d'Alger, le premier ayant notamment traité de la résistance coloniale dans le Sud algérien²⁶, tandis que le second a produit de nombreux écrits sur l'histoire culturelle de l'Algérie et sur le mouvement national²⁷ ; le troisième a, quant à lui écrit, sur le Maghreb contemporain dans les relations internationales. Bien que plus jeune, Nacereddine Saïdouni est un ottomaniste qu'on peut signaler aussi ici.

(SNED, Alger, 1979) et *Histoire de la marine algérienne (1516-1830)* (ENAL, Alger, 1986).

²⁵ Yahia Bouaziz a notamment publié *Dawr el mokrani wal haddad fi thawrat 1871* (SNED, 1971) et *At tiyârât al-idiologiya fil-haraka l-watania*.

²⁶ M.L. Zoubeiri, *Mouqawamat al djanoub lil ihtilal al-faransi* (SNED, 1972) et *Moudhakirat Ahmed Bey, wa Hamdane Khodja wa Bouderbera* (SNED, 1973).

²⁷ Saadallah a notamment publié *Al-haraka al wataniya fil Djazaïr min 1900 ilâ 1930* (Dar-el-Adab, Beyrouth, 1969) et *Tarîkh al Djazaïr at-thaqafi* (2 vol., SNED, Alger, 1981).

• Parmi ceux qui travaillent en langue française, on peut recenser d'anciens soldats et officiers de l'ALN, généralement nés dans les années 1935-1940, tels Mohammed Tégua, qui s'intéresse à la guerre de libération nationale²⁸ ; Abderrahim Taleb Bendiab, au Congrès musulman algérien²⁹ et au mouvement ouvrier ; Redouane Aïnad-Tabet, aux événements du 8 mai 1945³⁰ ; et Djamilia Amrane (Danielle Minne), aux femmes dans la guerre de libération³¹. On ne peut pas, bien sûr, ne pas citer Mohammed Harbi (né en 1933), ancien militant du MTLD et de la Fédération de France du FLN puis cadre du GPRA, qui a enseigné en France et a produit de nombreux ouvrages sur le mouvement national³². Lemnouar Merrouche, plutôt bilingue et installé aussi en France, s'intéresse plus particulièrement aux structures socio-économiques de l'Algérie ottomane.

• Il faudra, par ailleurs, signaler d'autres universitaires n'ayant pas transité par des études en histoire, mais dont les travaux touchent à la question : Slimane Chikh (ancien ministre), qui est politologue de formation³³ ; Mohammed Guentari (actuellement député), qui a transité par des études en droit³⁴ ; Djillali Sari, géographe-historien qui s'est intéressé à l'étude de la société pré-coloniale et à la colonisation au XIX^e siècle³⁵ ; Zahir Ihaddaden, un spécialiste de la presse³⁶ ; et Mahfoud Bennoune, anthropologue passé par les universités américaines³⁷.

Ces listes concernant les dernières générations d'historiens issus du mouvement national sont, bien entendu, loin d'être exhaustives, même

²⁸ M. Tégua, *l'Algérie en guerre* (OPU, Alger, 1981).

²⁹ A. Taleb Bendiab, *le Congrès musulman algérien (1935-1938)*, mémoire dactylographié, et *la Chronologie des faits et mouvements sociaux et politiques en Algérie (1830-1954)*. Il collabora au dictionnaire du mouvement ouvrier international.

³⁰ R. Aïnad-Tabet, *le 8 mai 1945 en Algérie* (OPU-ENAP, 1987). L'auteur fut directeur des Archives nationales.

³¹ D. Amrane, *les Femmes algériennes dans la guerre*, Plon, Paris, 1991.

³² M. Harbi a notamment publié *le FLN, mirage et réalité* (éd. Jeune-Afrique, Paris, 1980), *Archives de la révolution algérienne* (éd. JA, Paris, 1981) et *L'Algérie et son destin, croyants ou citoyens* (Arcantère, Paris, 1992).

³³ S. Chikh, *l'Algérie en années ou le temps des certitudes*, Economica, Paris, et OPU, Alger, 1981).

³⁴ M. Guentari est arabisant mais a publié en français : *l'Organisation politico-administrative de la Révolution algérienne*, OPU, Alger, 1994.

³⁵ D. Sari a publié *les Villes de l'Algérie précoloniale : Nedroma, Mazouna, Kalâa*, SNED, Alger, 1977.

³⁶ Z. Ihaddaden a publié *l'Histoire de la presse indigène en Algérie* (ENAL, Alger, 1983) et *la Presse musulmane algérienne* (ENAL, Alger, 1986).

³⁷ On pourra lire de M. Bennoune *El Akiba, un siècle d'histoire algérienne (1875-1975)* et *Esquisse d'une anthropologie de l'Algérie politique* (éd. Marinoor, Alger, 1988 ; OPU, Alger 1986).

quand on se cantonne, comme c'est le cas ici, aux seuls universitaires de profession.

Certes l'histoire nationale en général et le mouvement national en particulier constituent encore la préoccupation de tous, mais peut-il en être autrement, vu leur trajectoire commune anti-coloniale ? Leur relation au mouvement national et à la guerre de libération ainsi que leur option en faveur de la posture académique ne suffisent, cependant, pas à asseoir une homogénéité de la corporation, qui demeure marquée par de nombreux clivages. Il y a sans doute des différences liées à des débats entre écoles historiques : on peut privilégier l'événement ou son insertion dans la durée, l'aspect culturel ou l'aspect social, la recherche d'identité et de permanence ou celle des voies qu'emprunte le changement... Mais quoi de plus normal pour une discipline sociale, l'histoire surtout ? Il en est de même pour les sensibilités diverses et qui font qu'on s'intéressera plus à telle ou telle composante du mouvement national, et qu'on soit vis-à-vis d'elle compréhensif ou plutôt critique. Il y a enfin ce que Mustapha Haddab a essayé d'appréhender chez les intellectuels algériens à travers le concept d'*habitus*³⁸, tel que transmis par les trajectoires scolaires, les langues de travail et le degré de posture critique vis-à-vis de la tradition ou de l'acculturation.

Les cas de Saadallah, d'un côté, formé dans les zaouïas avant de transiter par la Zitouna, Le Caire, puis l'Amérique, où il tentera de s'initier aux approches anglo-saxonnes, pour revenir en Algérie travailler à la recension de manuscrits anciens, et de Harbi, de l'autre, qui s'initie à l'approche pluridisciplinaire acquise en langue française surtout pour décortiquer et analyser de façon critique les mouvements au sein desquels il a milité, peuvent être considérés comme paradigmatiques des enjeux qui se nouent dans l'Algérie contemporaine.

Le nœud d'étranglement pour le déploiement de la recherche historiographique n'est cependant pas là, mais plutôt dans les velléités de contrôle social affichées par un pouvoir politique qui, aussi bien à l'époque coloniale que dans les premières décennies de l'indépendance, a cherché à placer l'histoire sous surveillance pour s'en servir à ses propres fins de légitimation.

Mais si la fonction historique a longtemps été accaparée par l'État et ses institutions, y compris académiques, la société a aussi sa propre demande de mémoire historique et elle ne l'a jamais autant manifesté que depuis octobre 1988.

³⁸ Concept bien entendu repris à Pierre Bourdieu. M. Haddab s'y réfère notamment dans « Types d'intellectuels en Algérie, problème de classification et de méthode », in *Elites et questions identitaires* (Réflexions, Casbah éd., Alger, 1997).

Historiographie et politique avant et après 1988

Contre-discours face à l'idéologie coloniale, l'histoire nationale en Algérie est donc intimement liée à la montée et à l'affermissement du mouvement national. Après l'indépendance et malgré de brèves périodes de liberté de pensée (dans les premières années surtout), l'État national en usera comme source essentielle de légitimation idéologique de sa propre existence, en mettant en place, à partir notamment de la fin des années 1960 et des années 1970, tout un dispositif institutionnel chargé d'encadrer la discipline³⁹. Si les périodes ciblées en premier lieu concernent celles du mouvement national et de la guerre de libération, c'est toutes les autres périodes qui en subiront les retombées, et cela transparaît nettement dans l'activité médiatique et d'éducation (pour ce qui est notamment de l'enseignement de l'histoire)⁴⁰, même si quelques secteurs professionnels cloisonnés à l'Université ou ailleurs avaient su préserver un regard historique plus serein et balisé par quelques normes méthodologiques.

Notons également des témoignages provenant d'anciens maquisards, ou détenus⁴¹, et quelques mémoires ne touchant pas aux périodes considérées⁴² comme sensibles, qui sont parfois édités, ou des articles de presse et des ouvrages inégaux, même lorsqu'ils prétendent au caractère

³⁹ C'est la période où sont créés notamment le Centre des archives nationales et le Centre national des études historiques (CNEH), et intégrés tout un dispositif auquel participent le FLN et l'Organisation des moudjahidines. L'objectif déclaré était la mise en œuvre de la politique « d'écriture et de réécriture de l'histoire » (cf. à ce propos notre ouvrage avec Manceron *D'une rive à l'autre...* op. cit., et notre article plus récent « L'intervention institutionnelle et son impact sur la pratique historiographique en Algérie : la politique d'écriture et de réécriture de l'histoire, tendances et contre-tendances », in *Insaniyat* n° 19-20, janvier-juin 2003, vol. VII, 1-2).

⁴⁰ Cf. notre étude intitulée « Histoire nationale et pratiques politico-identitaires : une lecture des manuels officiels en usage dans l'école algérienne », en langue arabe dans *Insaniyat* n° 3 (CRASC-Oran, hiver 1997) et en français dans l'ouvrage publié sous la direction de Nadir Marouf et de Claude Carpentier et intitulé *Ecole, langue, identité*, L'Harmattan, Paris, 1997.

⁴¹ C'est le cas pour Abdelhamid Benzine, avec *le Camp* (d'abord publié à Paris, en 1962) puis *Journal de marche* (ENAL, 1965), Ahmed Bencherif avec *l'Aurore des mechtas* (SNED, 1968), Tami Medjbeur, avec *le Journal d'un condamné à mort* (SNEC, 1981), et Yacef Saadi avec *la Bataille d'Alger* (ENAG, 1984).

⁴² Les Mémoires de Malek Bennabi (en 1965 et en 1970), de dirigeants des oulémas tels Tewfik el-Madani et Cheikh Kheireddine, du communiste Chabbah el-Mekki, et d'anciens dirigeants ayant rompu avec le parti. Amar Ouzzegane, qui deviendra ministre, avec *le Meilleur Combat* (Juillard, Paris, 1962), et Benali Boukkort avec *le Souffle du Dahra* (ENAG, Alger, 1986).

académique, et très souvent écrits par des personnalités idéologiquement proches du régime, qu'elles soient universitaires ou non⁴³.

C'est cependant à l'étranger, en France surtout, que des acteurs de premier plan, mais en rupture avec le régime, tels Messali Hadj, Ferhat Abbas, Mohammed Boudiaf, Hocine Aït Ahmed et bien d'autres, dont Mohammed Harbi (à la foi historien et acteur), doivent publier leurs témoignages et autres écrits⁴⁴.

Les changements intervenus dans le pays à partir d'octobre 1988 et la fin du système du parti unique vont entièrement bouleverser ce panorama d'ensemble. Tout d'abord, les travaux universitaires et autres écrits et témoignages jusque-là publiés à l'étranger commencent à être disponibles en Algérie et même parfois réédités sur place. Par ailleurs, la presse locale et l'édition s'ouvrent aux débats historiques animés par une multitude d'associations et fondations qui voient le jour. Les tabous ont tendance à être levés et des acteurs et témoins de premier plan interviennent par leurs écrits et conférences sur la scène publique. « Les bouches s'ouvrent », en quelque sorte, et l'attention de la société est soutenue. Des personnalités ayant participé aux hautes sphères du FLN et de l'ALN, ou du GPRA, déclinent leurs visions des événements et n'hésitent pas à polémiquer avec ceux qui furent de leurs partis, parfois des responsables hiérarchiques. Des débats passionnés ont cours à propos de personnalités comme Messali, Abbas, Abbane Ramdane, de la crise « berbériste » de 1949, des origines du 1^{er} novembre 1954, ou des accords d'Evian et de la crise de juillet 1962. La crise traversée par le pays depuis une dizaine d'années suscite aussi une réflexion et un débat portant sur la longue durée historique et l'héritage identitaire islamique, arabe et amazigh, et son rapport au mouvement national et à la modernité.

La disponibilité de documents et témoignages divers et le climat relatif de tolérance poussent à l'aiguïsement de l'esprit critique et à une meilleure prise en compte des impératifs méthodologiques. Malgré la persistance de tendances au plaidoyer *pro domo*, de vieux militants découvrent ou se réconcilient avec l'histoire et constituent en quelque sorte une nouvelle fournée d'historiens issus du mouvement national, et c'est peut être la dernière : on y trouve, entre autres, des personnalités

⁴³ C'est le cas pour Mouloud Qassim Naït Belkacem, M. L Zoubeiri, Abdellah Cheriet, dans une moindre mesure Mohammed el-Mili et bien d'autres.

⁴⁴ Ce sera le cas aussi pour Henri Alleg, qui a notamment dirigé la publication de *la Guerre d'Algérie* (3 volumes, Temps actuel, Paris, 1981) et pour André Mandouze, qui a d'ailleurs commencé la publication de *ses Mémoires d'outre siècle* (tome I, éd. Viviane Hamay, Paris, 1998).

telles Benyoucef Benkhedda⁴⁵, Saad Dahlab⁴⁶, Redha Malek⁴⁷, les avocats Ali Haroun⁴⁸ et Mabrouk Belhocine⁴⁹, Sadek Hadjeres⁵⁰, de vieux compagnon de Messali tel Mohammed Guenanèche (1915-2001)⁵¹. Des vocations historiennes apparaissent aussi chez des plus jeunes tel Amar Belkhodja (né en 1941), qui a milité très jeune au sein du FLN et, comme beaucoup d'autres, s'intéresse à la mémoire du mouvement national dans sa région d'origine⁵².

L'historien, les élites et les nouvelles demandes sociales

Plusieurs générations d'historiens militants ou professionnels⁵³ ont émergé au sein du mouvement national entre les années 1920 et nos jours, et ceux qui sont encore en activité seront sans doute les derniers de la lignée. Ils ont fonctionné comme élites à deux titres au moins :

⁴⁵ Benyoucef Benkhedda a écrit *les Accords d'Evian* (OPU, Alger, 1986), *les Origines du 1^{er} novembre 1954* (éd. Dahleb, Alger, 1989).

⁴⁶ Saad Dahlab a écrit, *Pour l'indépendance de l'Algérie. Mission accomplie* (Dahleb, Alger, 1990).

⁴⁷ Redha Malek a écrit notamment *l'Algérie à Evian. Histoire des négociations secrètes 1956-1962* (première édition, Le Seuil, Paris 1995). L'auteur avait auparavant développé une réflexion sur les rapports entretenus entre tradition et modernité.

⁴⁸ Ali Haroun a écrit *la 7^e Wilaya. La Guerre du FLN en France 1954-1962* (Seuil, Paris, 1986 ; Raham, Alger, 1992) ; *l'Été de la discorde, Algérie 1962* (Casbah, Alger, 2000).

⁴⁹ Mabrouk Belhocine, *le Courrier Alger-Le Caire*, Casbah, Alger, 2001.

⁵⁰ Sadek Hadjeres a publié un certain nombre de témoignages depuis la crise « berbériste » de 1949 jusqu'à la guerre de libération nationale qu'il a connue en tant que dirigeant communiste.

⁵¹ Mohammed Guenanèche a écrit plusieurs ouvrages, dont *Al-masira I-wataniyya wa ahdâth 8 mayo 1945* (éd. Dahlab, 1998).

⁵² Amar Belkhodja, natif de Freneda (Tiaret), a notamment écrit *Ali Maâchi. Art et combat* (publié à compte d'auteur en 1990) ; *Ali el-Hammami et la montée du nationalisme algérien* (Dahleb, Alger, 1991).

⁵³ En son temps, Moubarek el-Mili pouvait légitimement écrire à propos de l'histoire : « J'ai été pendant tout le temps de mon instruction loin de cette discipline – comme mes camarades –, ne me souciant ni des livres relevant de cette science, ni de collections s'y rapportant. Il en était ainsi parce que, pendant que j'étais étudiant, je ne côtoyais personne qui eut pu me rendre attentif à cette précieuse discipline... ». Ce n'est sans doute plus le cas de ceux qui de nos jours s'intéressent en Algérie à l'historiographie, et la question de la professionnalisation peut être posée en d'autres termes que dans les années 1920. À propos de cette notion de professionnalisation en histoire on pourra se référer aux contributions suivantes (qui abordent le cas français) : Olivier Moulin, « La professionnalisation de l'histoire en France (1919-1939) », et Johan Heilbron « La « Professionnalisation » comme concept sociologique et comme stratégie des sociologues », in *Historiens et sociologues aujourd'hui*, Actes des journées d'études annuelles de la Société française de sociologie, Lille, juin 1985, CNRS, Paris, 1986 ; Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Seuil, Paris, 1996.

- pour avoir participé au mouvement socio-politique global qui a donné naissance à l'État national ;
- pour avoir joué un rôle essentiel dans l'élaboration d'une idéologie nationale sans laquelle le combat anticolonial aurait été vain.

Les nouvelles générations d'historiens, qui n'ont pas connu le combat mené contre le colonisateur, ont certes été formées au contact des aînés et continueront à être marquées durant longtemps par le paradigme de l'histoire nationale. Cette caractéristique ne suffira pas cependant à leur faire occuper le statut de leurs prédécesseurs, car la discipline historique n'a plus cette même fonction dans une société qui s'est complexifiée et diversifiée, tant par la nature des problèmes auxquels elle est confrontée que par les nouvelles variétés d'élites auxquelles elle a donné naissance depuis l'indépendance du pays. Le terrain n'est plus du tout vierge, et la fonction d'« intellectuel organique » ne peut plus être assumée à travers la seule instrumentalisation du passé. Les nouveaux historiens peuvent néanmoins continuer avec d'autres catégories d'intellectuels (au sens large) à participer à la fonction élitaire dans le pays. La concurrence étant désormais beaucoup plus rude, ils devront cependant s'arranger pour greffer leur discipline aux nouvelles demandes sociales ; plus encore, il devront eux-mêmes essayer de les susciter. Cela ne pourra être possible qu'en respectant la discipline elle-même et ses exigences problématiques et méthodologiques.

On a durant longtemps considéré que l'historiographie avait comme finalité première la fabrication de « prothèses »⁵⁴ identitaires ou autres pouvant amarrer les sociétés à un passé chaque jour un peu plus fuyant. En fait, l'histoire est d'abord recherche de liberté, et elle n'interroge le passé que pour comprendre en quoi consiste la nécessité, quelle marge de manœuvre⁵⁴ elle nous laisse, et comment nous y engouffrer. L'histoire nationale sera pratiquée tant qu'existeront les nations. Mais sa fonction n'est pas d'aider à l'enfermement sur soi et à la *bantoustanisation*. Elle doit contribuer, à sa manière, à explorer les voies les meilleures pour accéder à un « village planétaire » qui soit tout autre chose qu'une simple réplique de l'ancien « village colonial ». Là est le nouvel enjeu pour postuler désormais au statut d'élite.

⁵⁴ Dans leur ouvrage, *l'Homme historien* (Edisem, Québec, 1979), N. Gagnon et J. Hamelin utilisent la notion de « prothèse historiographique ».